



Les relations de l'Union européenne avec la Corée du Sud face à la montée de la Chine



© Comité économique
et social européen

Roxanne Andrieux

Werra

Février 2023



Roxanne Andrieux est diplômée de Sciences Po Aix-en-Provence en géostratégique, défense et sécurité et de l'université Hankuk des études étrangères de Séoul. Elle est spécialisée en géopolitique asiatique.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, Février 2023



INTRODUCTION

Depuis la fin de la guerre de Corée (1950-1953), qui a déchiré la péninsule coréenne et appauvri encore davantage les deux Corées, la Corée du Sud a, grâce à une économie hautement planifiée, suivi l'exemple de son voisin japonais. Elle a réussi l'exploit de passer en soixante-dix ans du stade d'un des pays les moins développés au monde à celui de onzième puissance économique mondiale. Depuis quelques années, elle doit cependant faire face dans la région à l'ascension d'un voisin tantôt source d'opportunités et tantôt source de menaces : la Chine.

L'expansion chinoise concerne plusieurs plans : sa place dans l'économie mondiale, son expansion militaire, ainsi que ses relations diplomatiques, notamment dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie lancées en 2013. L'ouverture de la Chine vers le monde a débuté lors de la politique de « la Réforme et l'Ouverture » lancée par Deng Xiaoping en 1979. Ainsi, la Chine est entrée à l'OMC en 2001, et est devenue la deuxième puissance mondiale et la première puissance asiatique, surpassant le Japon, en 2010. Si la croissance économique de la Chine a pu initialement être considérée comme étant un élément positif, permettant la naissance de la démocratie dans le pays ; l'emprise du PCC sur le pays n'a au contraire pas cessé de se renforcer. De même, depuis l'arrivée du Président Xi Jinping au pouvoir en 2012, les ambitions chinoises sur la scène internationale et géopolitiques ont été régulièrement réaffirmées ; notamment avec l'installation d'îles artificielles en Mer de Chine, la contestation de territoires comme les îles Senkaku (ou Diaoyu en chinois) avec le Japon, la volonté nettement plus affichée de réunification avec l'île de Taïwan, la carte du tracé en 9 traits (« *seven dot line* ») ou encore la mise en place du collier de perle, ainsi que la mise en place de la base militaire chinoise de Djibouti dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie.

L'ampleur du défi posé par la Chine avait déjà été mise en lumière par la stratégie du « pivot vers l'Asie » du président américain Obama en 2011. Récemment, au sein des recherches universitaires publiées et des stratégies affichées par les pays, les termes « Indo-pacifique » ne cessent de prendre de l'ampleur. Ainsi, en 2021, suivant les stratégies allemandes et françaises déjà mises en place, un document est publié par la Commission Européenne qui témoigne de l'importance de cette région. Le document précise la façon dont l'Europe devrait renforcer sa présence et ses liens avec les pays locaux, notamment dans un but de concurrence directe avec la Chine. La Corée du Sud, disposant de liens économiques très forts avec la Chine, tente également de diversifier ses exportations et ses importations pour réduire sa dépendance à la



Chine. Elle est également un allié traditionnel des Etats-Unis, et ceux-ci l'intègrent pleinement dans leur stratégie ayant pour but de contrer l'expansion de la Chine.

Ainsi, au sein de ce réseau d'alliances et d'influence américaine, l'Union Européenne peut également avoir un rôle à jouer. Elle y a également des intérêts fondamentaux : pensons aux territoires d'Outre-Mer, par exemple français, en Asie-Pacifique. Ainsi, cet article interroge et étudie les modalités possibles d'une coopération entre la Corée du Sud, à présent géant asiatique, et l'Union Européenne. Cette coopération serait d'autant plus cruciale, que la Corée du Sud possède à présent une forte influence. Elle fait ainsi partie du comité d'aide au développement de l'OCDE et est le seul membre de cette organisation qui est passé du statut de pays assisté au rang de pays donateur. De même, 3% des exportations mondiales viennent de Corée du Sud.

L'Union Européenne avait en outre déjà fait part de sa volonté de construire une politique de défense plus indépendante. En effet, La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) donne à l'Union européenne la possibilité d'utiliser des moyens militaires et civils pour répondre aux crises internationales. Sans remettre en cause le caractère spécifique des politiques de sécurité et de défense de chaque Etat membre (notamment développées dans le cadre de l'OTAN, dont 21 des 27 pays de l'UE sont membres), la PSDC poursuit également l'objectif de définir progressivement une "politique de défense commune de l'Union". La construction d'une Europe de la défense a fait l'objet de nombreux appels et promotions ces dernières années, notamment de la part du président français Emmanuel Macron et de la chancelière allemande Angela Merkel, qui a quitté le pouvoir en décembre 2021. Dans le sillage de la présidence américaine de Donald Trump de 2017 à 2021, la question de la dépendance aux Etats-Unis a été à nouveau posée avec force¹. En l'espèce, la coopération avec la Corée du Sud pourrait lui permettre d'améliorer son influence en termes de politique extérieure. Par ailleurs, la Corée du Sud a elle-même développé sa propre politique tournée vers l'Indo-pacifique, déjà sous la présidence de Moon Jae-In, la « *South Asian Policy* », visant à améliorer l'interconnectivité entre Corée du Sud et groupement de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), ainsi qu'à son influence économique. Alors que certains affirment que l'objectif de cette politique était de donner à la Corée du Sud plus de poids dans ses relations

¹ Adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept le 25 mars 2022, la boussole stratégique (*strategic compass*) est un document qui fixe les grands objectifs européens en matière de sécurité et de défense à l'horizon 2030. Elle s'organise autour de quatre volets : agir, assurer la sécurité, investir, et travailler en partenariat. Le document prévoit notamment la création d'une "capacité de déploiement rapide de l'Union européenne", à savoir 5 000 militaires mobilisables lorsque les circonstances l'exigeront et qui agiront sous drapeau européen.



avec la Corée du Nord, le président Moon a confirmé verbalement son intention d’approfondir les relations de la Corée avec l’ASEAN au niveau de ses relations avec les quatre grandes puissances de la péninsule coréenne. En 2020, elle a été qualifiée de « *New Southern Policy Plus* ». De même, une coopération avait déjà été mise en place avec le Japon, alors que le pays avait d’ores et déjà qualifié ses relations avec l’Union Européenne de « coopération stratégique ». Ainsi, les domaines d’action de la stratégie de l’Union européenne pour la coopération dans l’Indo-Pacifique publiée en 2021 sont la prospérité durable, la transition écologique, la gouvernance des océans, les partenariats numériques, la connectivité, la sécurité et la défense et la sécurité humaine. Le programme *Global Gateway* de décembre 2021 est également l’un des prolongements les plus essentiels de cette stratégie.

Ainsi, cet article soutient que la coopération Corée-EU est porteuse de bénéfices pour les deux partis : elle pourrait permettre à l’UE d’étendre son influence en Asie, tout en permettant à la Corée du Sud d’agir au niveau international face à la Chine dans des domaines dans lesquels l’influence américaine est faible ou limitée. Pour ce faire, cet article traite dans un premier temps du développement des relations et de la coopération entre la Corée du Sud et l’Union Européenne. Il présente dans un second temps la manière dont les récents développements de coopération entre la Corée et l’Union Européenne peuvent contrebalancer les velléités expansionnistes chinoises en Indo-Pacifique.

Le statut et les responsabilités croissants de la Corée en Asie de l’Est lui permettent de jouer un rôle primordial en aidant l’UE à exercer une influence sur l’évolution future des affaires du Pacifique. Si ce rôle était effectivement joué, il conférerait une valeur stratégique considérable aux relations économiques de l’UE avec la Corée pour de nombreuses années à venir. Dent, en 1998, manifestait ainsi déjà qu’il serait possible, si l’Europe n’approfondissait pas ses liens avec d’autres pays asiatiques comme la Corée, qu’elle soit marginalisée et ostracisée d’un « siècle du Pacifique² » .

² C. Dent, “Economic Exchange and Diplomacy in Korea-Eu Relations”, *Korea observer*, vol. XXIX, no. 2, 1998



Histoire et développement des relations entre la Corée du Sud et l'Union européenne par la diplomatie économique

La naissance de la relation Corée du Sud – Union européenne

Les relations entre la communauté européenne et la Corée du Sud ont officiellement débuté en 1963, et ont constamment évolué depuis. Contrairement aux relations avec les Etats-Unis, la Chine et le Japon, les relations de la Corée du Sud avec l'UE étaient minimales, du fait notamment de la distance géographique entre les deux parties ainsi que du faible intérêt, géopolitique et géostratégique, mutuel. Cependant, avec la conclusion des négociations sur la mise en place de l'accord de libre-échange en 2009 et la reconnaissance de l'UE par la Corée du Sud en tant que « partenaire stratégique » en 2010, l'Union Européenne est devenue davantage visible aux yeux du public et des médias coréens, et inversement.

La relation entre la Corée du Sud et l'UE débute par le biais de l'Allemagne, au début des années 1960. A l'époque, la Corée du Sud, qui n'était pas encore sortie du sous-développement, envoyait d'importants nombres de travailleurs en Allemagne de l'Ouest. L'Allemagne de l'Ouest manquait effectivement de main d'œuvre pour servir son développement économique après-guerre. L'immigration coréenne était ainsi rendue nécessaire, entre deux pays divisés par la guerre et partageant une hostilité commune au communisme³. Les transferts d'argent des travailleurs coréens en Allemagne, ainsi que l'aide au développement de la République Fédérale d'Allemagne, ont contribué à la création de davantage de richesses pour le pays.

La stature croissante de la Corée en Asie de l'Est, en tant que troisième économie de la région et membre clé du forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), et dans l'économie internationale au sens large, a suscité l'attention des décideurs politiques, des entreprises et des autres agences subsidiaires de l'UE. Pour sa part, la Corée s'est particulièrement intéressée aux opportunités et aux menaces que représente l'intégration européenne. Ces dernières années, les deux puissances ont assisté à l'approfondissement et à

³ “Les relations entre l'Union européenne et la Corée du sud vont prendre une nouvelle dimension,” *Institut du Pacifique*, 2017



l'élargissement de leurs échanges commerciaux et de leurs flux d'investissement réciproques, entérinant leurs économies dans une relation économique de plus en plus interdépendante et interconnectée⁴. Il était ainsi dans l'intérêt de la Corée du Sud et de l'Union Européenne de favoriser des relations économiques étroites pour faire face aux nouveaux défis à venir.

En comparaison avec les relations entre l'Union Européenne et les autres pays d'Asie de l'Est, le lien entre la Corée et l'UE a été mis en place tardivement. Alors que les différents États membres de l'Union Européenne possédaient leurs propres représentants nationaux en Corée depuis un certain temps, la première représentation de la Commission européenne s'est traduite par une chambre de commerce de l'Union européenne, qui n'est opérationnelle à Séoul que depuis 1986. Trois ans plus tard, une délégation officielle de l'Union Européenne a été installée dans la capitale coréenne pour étendre les liens entre les deux parties. Cependant, l'UE et la Corée du Sud ont tous deux simultanément reconnu l'importance d'étendre leurs relations. Au début des années 1990, l'intérêt que la Corée représentait pour l'UE était particulièrement lié à l'impact probable du futur accord sur le marché unique sur ses propres producteurs. La Commission européenne, quant à elle, devait non seulement réagir à la montée en puissance de la Corée dans l'économie mondiale, mais aussi à divers événements et développements catalyseurs. Il s'agit notamment du renforcement des liens entre la Corée du Sud, les Etats-Unis et le Japon après le sommet de 1992, la brusque augmentation des exportations de l'UE vers la Corée, la rupture du dialogue entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, également en 1992, et enfin, la normalisation des relations de la Corée avec des pays considérés comme n'appartenant pas à la sphère d'influence, dont la Russie et la Chine.

La conscientisation d'un nécessaire renforcement des relations diplomatiques et institutionnelles entre les deux pays

En juin 1993, une proposition de la Commission préconisait la manière dont les relations entre la Corée et l'UE pourraient progresser. En novembre suivant, une réunion diplomatique Corée-UE confirmait l'ambition partagée des deux parties de négocier un accord-cadre de commerce et de coopération. C'est ainsi, lors de la réunion Asie-Europe de mars 1996 tenue à Bangkok, que les deux parties paraphent l'accord-cadre Corée-UE. Les objectifs économiques de l'accord sont nombreux et avantageux : octroi réciproque de la clause de la nation la plus

⁴ C. Dent, "Economic Exchange and Diplomacy in Korea-Eu Relations", *Korea observer*, vol. XXIX, no. 2, 1998



favorisée⁵, nouveaux efforts concertés pour éliminer les barrières non tarifaires (BNT), et introduction d'une plus grande transparence en matière de commerce, amélioration de l'accès réciproque au marché dans les secteurs des télécommunications et des services financiers, et encouragement d'une augmentation des flux bilatéraux d'IDE entre les deux parties.

Dès lors, l'accès de la Corée à l'organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE) fournit un espace de dialogue supplémentaire pour promouvoir la coopération avec les pays membres de l'Union européenne. Durant cette période, le statut et les responsabilités grandissantes de la Corée du Sud en Asie de l'Est permettent ainsi d'imaginer qu'une coopération accrue avec l'Union Européenne permettrait à cette dernière d'avoir plus d'influence dans le Pacifique.

Le développement de relations économiques de premier plan

Ce développement des relations diplomatiques est également suivi par un développement des relations économiques. Plusieurs importantes tendances sont à noter. Premièrement, la part de la Corée dans les importations de la Communauté Européenne augmente, passant de 0,9 à 1,9% entre 1983 et 1996. Au cours de la même période, la part de l'UE dans les importations de la Corée est passée de 8,4 % à 14,1 %, bien que cette part reste toutefois bien inférieure à celle des États-Unis (22,1 %) et du Japon (20,9 %). En 1993, l'UE enregistre également sa première balance commerciale positive avec la Corée depuis 1971⁶. La promotion d'un flux bilatéral d'investissements étrangers directs plus important devient une priorité mutuelle entre les deux puissances. Ainsi, la part de l'UE dans le total des investissements étrangers directs en Corée est passée de 6,69 % en 1985 à 19,8 % en 1993⁷.

Concernant les investissements directs coréens en Europe, ils augmentent largement à partir des années 1990. Bien que les investissements coréens vers l'étranger s'accroissent dans leur globalité, ce sont principalement et majoritairement ceux visant l'Europe qui se développent le plus rapidement. Cette diversification provient d'une tentative de réparer une faiblesse de l'économie coréenne. Malgré les investissements continus et les efforts du gouvernement et des entreprises afin de développer les connaissances et compétences

⁵ NPF, mesure de non-discrimination permettant à un État de bénéficier des mêmes avantages commerciaux que tout autre État, pour l'importation d'un produit similaire.

⁶ C. Dent, *New interdependencies in Korea-EU trade relations*, p.366-389, 1998

⁷ *Ibid.*



technologiques et industrielles du pays, même les plus puissants des conglomérats coréens, appelés « *chaebols* », conservent une dépendance technologique marquée à l'égard des entreprises japonaises et américaines. Ainsi, dans le but de limiter cette dépendance, les entreprises coréennes acquièrent de plus en plus d'actifs technologiques exclusifs des entreprises européennes. De même, la dépendance technologique de la Corée découle en partie d'une autre de ses faiblesses structurelles, le sous-développement de son secteur des petites et moyennes entreprises (PME), qui est principalement la conséquence de la domination des *chaebols* dans l'économie nationale. Ainsi, et afin de diversifier leurs réseaux de fournisseurs, les *chaebols* cherchent à s'implanter au sein du marché commun européen pour se lier à des PME européennes aux capacités technologiques et logistiques supérieures. Il est donc primordial pour l'économie coréenne cette période de diversifier et approfondir ses liens avec l'économie européenne.

L'augmentation des flux bilatéraux d'investissements directs entre la Corée et l'UE, ainsi que les nouvelles alliances stratégiques et les nouveaux réseaux qui se forment (souvent à la suite d'IDE), apportent leur propre contribution positive au partenariat économique Corée-UE. C'est ainsi qu'au fil des années 1990, les relations économiques entre la Corée et l'Union Européenne continuent à atteindre de nouvelles dimensions et s'approfondissent, résultant en meilleure interdépendance et interconnectivité, reflétées par l'augmentation rapide du volume des échanges commerciaux et des flux d'investissement. C'est également le cas du nouvel élan insufflé à la diplomatie économique Corée-UE, qui doit elle-même être considérée comme étant l'une des composantes d'efforts interrégionaux plus vastes visant à renforcer la collaboration UE-Asie orientale.



L'évolution récente des relations entre la Corée et l'Union européenne : endiguer la montée en puissance de la Chine sur la scène internationale

De la nécessité d'une politique européenne stratégique en Indo-Pacifique : le pivot coréen ?

L'importance pour l'Union Européenne d'avoir sa propre politique indépendante concernant l'Indo-pacifique a notamment été conscientisée par la rupture du contrat concernant la vente de sous-marins de la France à l'Australie en septembre 2021, ceci dans le cadre de la stratégie AUKUS, pacte de sécurité entre les Etats-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni. Bien que la résiliation du contrat des sous-marins relève d'une affaire bilatérale et n'a pas directement affecté les autres États membres de l'UE, cette rupture de confiance a affaibli et vulnérabilisé le partenariat stratégique entre l'Australie et la France et, par conséquent, la force du lien déjà fragile entre l'Europe et l'architecture Indo-Pacifique émergente. L'UE a été *de facto* reléguée au rang de bailleur de fonds potentiel, sans pouvoir réellement peser sur les décisions relatives à la région ; une situation semblant aller dans le sens de la marginalisation de la puissance européenne sur le théâtre asiatique. Ainsi, une coopération approfondie avec d'autres partenaires asiatiques, tels que la Corée du Sud, pourrait aider l'Union Européenne à exercer une influence plus forte dans la région, notamment dans un cadre de lutte face à l'expansion de la Chine, et lui éviter d'être en marge d'une région considérée comme primordiale dans la configuration géopolitique actuelle. Ainsi, le 11 mai 2010 a été signé un « *New Framework Agreement* », améliorant les relations entre l'Union Européenne et la Corée du Sud, ouvrant la voie à un partenariat stratégique, alors que la Haute Représentante de l'Union Européenne Catherine Ashton avait déclaré que « La République de Corée est un partenaire essentiel pour l'UE, qui s'efforce de relever les défis du XXI^e siècle⁸ ». Le 16 septembre 2021 a ainsi inauguré les débuts d'une politique étrangère européenne plus affirmée de la part de l'Union Européenne, alors que Josep Borrell, Haut Représentant de l'Union Européenne, a lancé la « stratégie de l'UE pour la coopération dans la région Indo-pacifique », dans cette

⁸ Rapport européen, "EU/SOUTH KOREA: EU AND SEOUL UPGRADE BILATERAL RELATIONS", Mai 2010.



région définie comme l'épicentre de la politique mondiale⁹. La stratégie de l'UE envisage de mettre en œuvre de nouveaux moyens financiers sur des questions clés telles que la connectivité. Plus généralement, elle constitue un cadre stratégique utile et pertinent pour l'affirmation des intérêts européens dans la région Indo-pacifique, y compris dans le domaine de la sécurité.

L'approfondissement des liens économiques et technologiques

La coopération avec la Corée du Sud peut dans un premier temps passer par une coopération économique davantage approfondie. Alors que la Chine est actuellement le premier partenaire économique de la Corée du Sud, il est vital pour le pays du Matin calme de diversifier ses exportations et ses approvisionnements pour tenter de réduire une dépendance qui pourrait lui coûter cher. Ainsi, l'accord de libre-échange signé en 2009 et entré en vigueur deux ans plus tard, premier accord de libre-échange entre l'Union Européenne et un pays asiatique, a depuis 2011 supprimé les droits de douane concernant une large quantité de produits, et a levé de nombreux autres obstacles à l'exportation de produits de l'UE, tels que les automobiles, les produits pharmaceutiques, l'électronique et les produits chimiques. De nombreux services entre l'Union Européenne et la Corée du Sud ont également été ouverts aux investisseurs et aux entreprises. En particulier, les marchés de services de l'UE et de la Corée du Sud se sont largement ouverts aux entreprises et aux investisseurs les uns des autres. Il permet de simplifier les formalités administratives et rationalise les réglementations techniques, les procédures douanières, les règles d'origine et les exigences en matière d'essais de produits, stimule les services commerciaux dans des secteurs clés tels que les télécommunications, les services environnementaux, le transport maritime et les services financiers et juridiques, améliore la protection des droits de propriété intellectuelle en Corée du Sud, et reconnaît une grande variété d'indications géographiques pour des produits alimentaires européens de haute qualité sur le marché coréen.

Ainsi, et grâce à cet accord, la Corée du Sud est la huitième destination d'exportation de marchandises de l'UE et l'UE est le troisième marché d'exportation de la Corée du Sud. Les exportations de produits les plus volumineuses de l'UE vers la Corée du Sud sont les machines et appareils, les équipements de transport et les produits chimiques. Par ailleurs, l'UE entretient

⁹ F. Gare, "Trumpism by another name: What AUKUS tells us about US policy in the Indo-Pacific" *European Council on Foreign Relations, ECFR*, 5 octobre 2021.



d'importants échanges de services avec la Corée du Sud, l'UE étant le principal investisseur direct étranger de la Corée du Sud. Par conséquent, au cours des cinq premières années de l'accord, les exportations de l'UE vers la Corée du Sud ont augmenté de 55 %, les entreprises européennes ont économisé 2.8 milliards d'euros de droits de douane réduits et les échanges de marchandises entre l'UE et la Corée du Sud ont atteint un niveau record de plus de 90 milliards d'euros.

Enfin, une coopération dans le domaine de la technologie est également possible entre l'UE et la Corée du Sud. À partir de l'administration Trump, les États-Unis ont cherché à limiter le flux de technologies avancées vers la Chine. L'administration Biden a poursuivi cet effort en renforçant les restrictions à l'exportation sur la vente de semi-conducteurs et d'équipements connexes à la Chine, et elle envisage des restrictions à l'exportation pour la biotechnologie. L'UE semble également se rapprocher de l'idée selon laquelle il serait pertinent qu'elle conserve une avance technologique sur la Chine. Alors que plus de 75 % des semi-conducteurs dans le monde sont produits en Asie, les États-Unis ont cherché à approfondir les liens avec leurs partenaires de la région par le biais de l'initiative *Chips 4*, accordant une nouvelle priorité stratégique à la Corée du Sud. Une coopération trilatérale entre les États-Unis, la Corée du Sud et l'UE permettrait de réunir trois acteurs essentiels de l'industrie et de combler une lacune de *Chips 4*. Les États-Unis et l'Union Européenne pourraient ainsi faciliter la coopération trilatérale en élargissant le Conseil du commerce et de la technologie (TTC) États-Unis-UE à la Corée du Sud¹⁰.

Vers une nouvelle coopération stratégique, diplomatique et sécuritaire ?

Par conséquent, les relations entre l'Union européenne et la Corée du sud sont surtout devenues plus étroites sur le plan économique. Cependant, le changement du contexte géopolitique pourrait ainsi également engager une coopération plus importante, notamment sur le plan de la défense et de la coopération stratégique. Rappelons à ce sujet qu'au début de l'année 2022, le président Yoon Suk-yeol est devenu le premier président sud-coréen à assister à un sommet de l'OTAN. Sa visite a ouvert la perspective d'un approfondissement de la

¹⁰ T. Stangarone, "The Need for Deepening US-Korea-EU Economic Cooperation," *The Diplomat*, 31 octobre 2022



coopération en matière de sécurité entre la Corée du Sud et l'Europe, qui s'est concrétisée par l'acceptation récente d'une mission sud-coréenne auprès de l'OTAN.

Un an déjà après la signature de l'accord de libre-échange, l'UE et la Corée du sud ont également renforcé leur relation bilatérale en la faisant passer sur le plan de la coopération stratégique, selon un accord-cadre entré en vigueur en 2014. Ainsi, sont visés le renforcement des relations politiques, économiques et de coopération dans le domaine de la sécurité et du développement international, ainsi que des points spécifiques concernant la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, les droits de l'homme, le changement climatique et l'aide au développement¹¹. De plus, début 2014, un accord-cadre a été signé sur la coopération militaire prévoyant en particulier des opérations conjointes de la lutte contre la piraterie maritime. Si cette coopération venait à être encore davantage renforcée, elle pourrait servir à contenir l'expansion chinoise, alors que la Chine a également fait savoir sa volonté de lutter contre la piraterie, notamment dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie dans un but de sécurisation de ses approvisionnements.

Lors d'une table ronde organisée en février 2022, organisée par les ambassades de France, d'Allemagne et des Pays-Bas en Corée, en coopération avec la délégation de l'Union européenne en Corée, dont le but était d'examiner la stratégie de l'UE pour la région Indo-pacifique, l'ambassadeur français en Corée, Philippe Lefort, avait noté que la France était le premier membre de l'UE à publier sa stratégie Indo-Pacifique en tant que pays ayant une présence historique et territoriale dans la région. Il a de même souligné que l'UE et la République de Corée peuvent travailler ensemble pour contribuer à « une meilleure coopération régionale ouverte et fondée sur des règles¹² ». L'ambassadeur allemand a également mis en exergue l'importance de la région Indo-pacifique, affirmant que l'équilibre politique et économique se déplace de plus en plus vers l'Indo-Pacifique avec l'essor de l'Asie. La région est ainsi en passe de devenir l'une des clés de façonnement de l'ordre international au XXI^e siècle. Ainsi, la dynamique actuelle dans la région Indo-pacifique a donné lieu à une concurrence géopolitique intense, qui exacerbe les tensions déjà croissantes sur les chaînes commerciales et d'approvisionnement ainsi que dans les domaines technologiques, politiques et sécuritaires.

¹¹ “Les relations entre l'Union européenne et la Corée du sud vont prendre une nouvelle dimension,” *Institut du Pacifique*, 2017

¹² “EU, Korea discuss Indo-Pacific strategies, regional policies,” *Korea Times*, 21 février 2022



De même, au cours de cette réunion, l'importance de la Corée en tant que partenaire a été soulignée, comme partenaire proche dans la région, offrant un cadre régional supplémentaire pour la coopération en termes de dynamique multilatérale. En effet, il existe de nombreuses analogies communes entre la stratégie Indo-Pacifique de l'UE et la nouvelle politique du Sud de la Corée. Les deux partenaires sont bien conscients de la centralité de l'ASEAN à cet égard. Cela étant dit, avec son engagement en faveur d'un Indo-Pacifique ouvert et libre et d'une architecture de sécurité internationale fondée sur un cadre juridique précis, la stratégie Indo-Pacifique de l'UE peut également contribuer de manière substantielle à la paix dans la péninsule coréenne. Ainsi, l'UE pourrait soutenir le processus de paix avec la Corée du Nord ainsi que la dénucléarisation de la péninsule. La coopération entre l'Union Européenne et la Corée du Sud serait ainsi une tentative d'achèvement de plusieurs objectifs, tels que la régulation et la modération de la montée en puissance de la Chine, ainsi que l'atténuation des conséquences de la polarisation découlant de la rivalité Chine-Etats-Unis. De plus, l'idée de former une coalition de démocraties partageant les mêmes idées pour équilibrer ou peut-être même contenir l'influence de la Chine remonte à 2006, lorsque les décideurs japonais ont tenté d'instituer une politique pour que le Japon reste la première nation d'Asie.

2022 : la poursuite d'une politique de consolidation des relations entre la Corée du Sud et l'Union européenne en dépit de certains obstacles

En outre, la dix-huitième réunion de la commission mixte entre l'Union européenne et la République de Corée s'est tenue à Séoul le 28 juin 2022. Ce fut l'occasion d'une discussion sur les réalisations en matière de coopération bilatérale et stratégique ainsi que la poursuite de la collaboration. Tout en ayant souligné l'importance du maintien de l'ordre international fondé sur des règles, les représentants de l'UE et de la République de Corée ont identifié des pistes pour coopérer plus étroitement en matière de sécurité économique, notamment concernant la résilience des chaînes d'approvisionnement, et se sont félicités des possibilités offertes par l'adoption d'un programme de coopération bilatérale globale dans le domaine numérique dans le cadre du futur partenariat numérique UE-RoK. Dans le domaine de la recherche et de l'innovation, l'UE a particulièrement salué la décision de la République de Corée d'entamer des discussions pour devenir un membre associé du programme-cadre Horizon Europe 2021-2027. En ce qui concerne le commerce et l'investissement, ils ont tous deux convenu que



l'accord commercial UE-RoK est fonctionnel et offre des avantages substantiels et équilibrés aux deux parties.

Toutefois, dans certains domaines, des défis subsistent. En ce qui concerne les défis mondiaux, les représentants coréens et européens ont tous deux confirmé leur ferme attachement au multilatéralisme, ainsi que leur souhait de renforcer la politique de coopération dans les enceintes internationales, notamment les Nations unies, l'OMC et le G20. L'UE et la République de Corée ont également examiné les points communs entre leurs approches stratégiques respectives en Indo-Pacifique et ont convenu de coopérer à leur mise en œuvre¹³.

De même, l'importance de liens plus étroits entre l'UE et la Corée du Sud, sous la présidence de Yoon Suk-yeol, a été rappelée pour contrebalancer la montée en puissance de la Chine et la rivalité croissante entre Beijing et Washington. La crise en Ukraine et la nécessité de contrer « la menace directe que représente Moscou pour l'ordre international fondé sur des règles » rendent la coopération entre l'UE et la Corée du Sud d'autant plus importante¹⁴.

Enfin, un rapport de la *KF-VUB Korea Chair Report* a également mis l'accent sur l'importance de cette coopération et effectué des recommandations de politiques à mettre en place¹⁵. Ainsi, les États-Unis et la Chine sont engagés dans une rivalité géopolitique qui dure depuis une décennie et qui ne montre aucun signe d'apaisement. Du point de vue des États-Unis, la Chine cherche à proposer un ordre international alternatif à celui libéral de Washington. Du point de vue de la Chine, les États-Unis tentent de contester, voire d'inverser, une ascension pékinoise perçue comme légitime.

La Corée du Sud et l'Union Européenne sont nécessairement concernées et impactées par cette concurrence. Séoul et Bruxelles doivent faire un choix quant à leur approche de la rivalité. Étant donné que les deux pays sont des démocraties et des économies de marché soutenues par des valeurs libérales, ils sont naturellement plus proches des États-Unis. Dans le cas de la Corée du Sud, ses relations avec les États-Unis sont également renforcées par leur alliance de sécurité vieille de plusieurs décennies. Quant à l'UE, les États-Unis ont agi en tant que garant implicite de la sécurité de l'Union par le biais de partenariats de sécurité bilatéraux et de l'OTAN. La Chine est le premier partenaire commercial de la Corée du Sud et de l'UE, et son taux de croissance économique laisse penser qu'elle deviendra la plus grande économie du

¹³ "The European Union and the Republic of Korea advance their strategic partnership at annual Joint Committee meeting," *EEAS*, 30 juin 2022

¹⁴ "South Korea key for Europe to manage fallout from China-U.S rivalry, report says," *Reuters*, 26 avril 2022

¹⁵ "Korea-EU Cooperation; Moving to the Next Level," *Brussels School of Governance*, 26 avril 2022



monde au cours de la prochaine décennie. Compte tenu de ce qui précède, la Corée du Sud et l'UE cherchent à approfondir leur coopération avec les États-Unis et d'autres partenaires partageant les mêmes idées dans des cadres minilatéraux et multilatéraux tels que le G7, le Quad+, les forums démocratiques tels que le Sommet pour la Démocratie, les alliances technologiques ou les forums promouvant des cadres réglementaires universels tels que l'ONU.

Il est également nécessaire de se consulter étroitement sur leurs approches de l'Indo-Pacifique, ce qui semble déjà être en bonne voie de réalisation, étant donné le fait que Séoul et Bruxelles partagent les mêmes préoccupations concernant les défis posés par la Chine à l'ordre libéral existant, croient en un ordre international fondé sur des règles, et peuvent renforcer leur position en faisant partie de ces groupes. Tous deux ont été les victimes de la coercition économique chinoise. Dans le même temps, la Corée du Sud et l'Union Européenne devraient contribuer à orienter les États-Unis vers un recours accru aux institutions multilatérales existantes, telles que l'ONU, l'OMC ou le G20, dont les États-Unis se sont écartés pendant l'administration Trump. Enfin et parallèlement, le rapport soutient que la Corée du Sud et l'UE devraient promouvoir l'inclusion et la coopération avec la Chine dans la mesure du possible comme dans les domaines de la lutte contre le changement climatique et la préparation à la prochaine pandémie, qui nécessitent des solutions mondiales.



CONCLUSION

Cet article a ainsi proposé un bref historique du développement des relations bilatérales entre l'UE et la Corée du Sud. La Corée du Sud et l'UE sont des « partenaires de même sensibilité » qui ont considérablement renforcé leurs relations au cours de la dernière décennie. Depuis l'évolution des relations vers un partenariat stratégique en 2010, la Corée du Sud et l'UE ont signé un accord de libre-échange (ALE) appliqué depuis 2011 et entré officiellement en vigueur en 2015, un accord-cadre entré en vigueur en 2014 et un accord de participation à la gestion des crises entré en vigueur en 2016.

La coopération entre la Corée du Sud et l'Union Européenne devrait bénéficier d'un plus grand dynamisme et d'une plus grande importance, notamment au vu des défis mondiaux actuels, dont le principal est la montée en puissance de la Chine. Une meilleure coopération entre l'UE et la Corée du Sud permettrait, tant sur le plan économique que stratégique, de mieux garantir les intérêts des deux parties.